



Syndicat Unitaire des Personnels des Administrations Parisiennes

50 avenue Daumesnil 75012 Paris / tel 01 44 68 13 75 / mail: syndicat.supap-fsu@paris.fr

LA FSU TERRITORIALE **PARIS**

Château-Landon : non à la privatisation d'un symbole du service public parisien !

La plus ancienne piscine de Paris est en train de changer de visage... mais aussi de modèle ! Alors qu'elle est fermée depuis 8 ans pour travaux, la **piscine Château-Landon** (10^e arr.) ne rouvrira pas en régie municipale... mais passera en délégation de service public (DSP) à un **gestionnaire privé**. Un choix fait sans véritable concertation avec les agent.es ni les usager.es. Un choix grave.

Ce que la mairie n'a pas dit sur France 3

Dans le 19/20h de France 3 du 16 juin, voir https://france3-regions.franceinfo.fr/paris-ile-de-france/programmes/france-3_paris-ile-de-france_ici-19-20-paris-ile-de-france, une intervention syndicale du SUPAP-FSU a permis de rappeler un point central : « confier la gestion à un opérateur privé qui est dans une logique de rentabilité, engendre une hausse des tarifs pour les usager.es. » Mais l'essentiel de notre position a été écarté : les **conséquences pour les agent.es de la Ville** (statut, mutations, conditions de travail), le **démantèlement progressif du service public** des sports à Paris, la **rupture du lien** entre les équipements et les habitants du quartier. Nous réaffirmons ici nos positions, sans filtre ni montage.

Ce que nous dénonçons

- **Une logique de rentabilité privée** contraire à l'intérêt général
- **La fragilisation des statuts** des personnels en régie
- **L'opacité des choix politiques**, alors même que 40 % des piscines parisiennes sont déjà privatisées
- **L'absence de bilan** sérieux sur les conséquences des **précédentes DSP**.

Ce que cache vraiment ce choix

Derrière une communication rassurante — les mêmes tarifs, plus de créneaux — se cache une orientation politique claire : celle du **désengagement progressif de la Ville dans la gestion de ses équipements sportifs**.

Ce choix idéologique repose sur une croyance : que le privé est plus souple, plus rentable, plus « efficace ». Mais en réalité, c'est le statut des agent.es, la qualité du service public, et le lien humain avec les habitants qui sont peu à peu sacrifiés. **Une piscine, ce n'est pas qu'un bassin. C'est un lieu de vie, de santé, d'éducation, et de solidarité. Cela ne doit pas être un marché.**

Ce que nous demandons

- Un **moratoire immédiat sur la DSP** Château-Landon
- La **remise en régie municipale** de ce site historique
- Une **concertation obligatoire avec les représentant.es du personnel**
- Un **audit public** sur le coût et l'efficacité des DSP passées.

Le service public est notre bien commun : défendons-le !

Agent.es, usager.es, élu.es :

Mobilisons-nous pour empêcher la privatisation silencieuse de nos équipements sportifs !